

Edito | Ces états généraux de l'alimentation qui sont aussi ceux de... l'agriculture

C'est la dernière ligne droite de ces fameux états généraux de l'alimentation, lancés en juillet et qui ont donné lieu à quatorze ateliers. Un grand remue-méninges sur le mode construction collective où avaient été embarqués tous ceux que la question alimentaire concerne, c'est à dire la société dans son ensemble, la profession agricole bien sûr dans sa diversité et, bien au-delà, associations et ONG dont les préoccupations touchant à la faim dans le monde sont inséparables de nos modèles de production. Le lancement, fortement imprégné de la ligne Nicolas Hulot, a tourné assez vite à la question du revenu agricole et, singulièrement, à la critique de la grande distribution, montrée du doigt pour son obsession du prix bas, légitimée par le souci qu'elle aurait du pouvoir d'achat du consommateur.

Les éclats de voix d'Edouard Leclerc, qui n'est jamais en reste pour saisir l'occasion de promouvoir les couleurs de son enseigne, ont retenti dans ce débat national comme un avertissement aux pouvoirs publics et à cette France qui n'hésite pas à remettre à plat son modèle agro-alimentaire. Quant aux organisations, tournées vers l'international, un certain nombre d'entre elles, soutenues par le Comité Catholique Contre la Faim-Terre solidaire, ont quitté ce 20 octobre les travaux déçues que la France au sein du G7 ne se démarque pas davantage de l'"agro-buisiness"... Un choix qui ne surprend guère, compte tenu du recentrage des travaux vers un objectif franco-français, voulu en haut lieu, et essentiellement porté par le ministère de l'agriculture.

En tout cas, c'est ainsi que la Nouvelle Aquitaine, sous la houlette du préfet de Région et avec la contribution de la Chambre régionale d'agriculture et du Conseil régional a planché, à Bordeaux-Sciences Agro, ce vendredi, sur le thème: Comment les filières de qualité de la région Nouvelle-Aquitaine peuvent-elles contribuer à créer davantage de valeur et répondre aux attentes sociétales?" Rien d'étonnant dans ce choix, en phase avec la stratégie de développement, voulue par la profession et soutenue par le pouvoir politique qui, malgré des crises conjoncturelles, climatiques ou sanitaires, s'appuie sur la valeur d'une agriculture, la première d'Europe où le mot "qualité" est le phare de l'ambition collective. Rappelons que cette grande région compte plus de 150 produits sous "Signe de qualité" -AOC-AOP-IGP-Labels- étroitement liés à une riche gastronomie et que cette orientation est, le plus souvent, synonyme de valeur ajoutée et donc de revenu. Encore faut-il s'assurer que cette agriculture soit protégée et, d'abord, par l'Union européenne, alors que certains accords internationaux, et la libéralisation des échanges qui en découle, pourraient contredire ses efforts, y compris dans le domaine du respect de l'environnement, ou du bien être animal, où on lui demande, non sans raison, de faire davantage.

L'attente de la profession est à la mesure de l'ambition affirmée par le nouveau pouvoir, le côté "Grenelle" imaginé sur le mode du "Grenelle de l'environnement" et il ne sera pas aisé de la satisfaire. Le non soutien à l'agriculture biologique a fait, par exemple, l'effet d'une douche froide. "Quand on cultive l'espoir on n'a pas le droit de décevoir" remarque Dominique Graciet, président de la Chambre régionale d'agriculture. En effet, l'enjeu est de taille à un moment où le modèle agricole est souvent sur la sellette. Et où les aspirations sociétales aiguisées, notamment, par la question de l'usage des pesticides, deviennent de plus en plus fortes. Comment le pays réussira-t-il à maintenir une agriculture productive, engagée dans des pratiques raisonnées et capable de garder une vocation exportatrice qui s'essouffle, tout en promouvant une agriculture de proximité, proche du consommateur et même en relation avec lui?

Le défi est bien réel alors que le renouvellement des générations n'est plus assuré. Heureusement la Nouvelle-Aquitaine offre de beaux exemples de jeunes qui choisissent d'entrer en agriculture avec une exigence qui rejoint celle du citoyen, en attente d'authenticité. Leur vision de l'exploitation est étroitement liée à la promotion des circuits courts, des marchés de producteurs qui, partout, vont à la rencontre des consommateurs. Ils trouvent dans l'échange qu'ils nouent avec eux, non seulement la promesse d'une relation commerciale mais, bien plus encore, l'occasion d'un partage qui sera, de plus en plus, au coeur d'un métier qui, trop longtemps, ne s'est guère préoccupé de faire savoir.



Joël Aubert

